

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "COM"

Dossier COM (95) 93

Vol. 1995/0061

Disclaimer

- Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.
- In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.
- In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

16 mars 1995

Bruxelles, le

F.D.E

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/401/95

N O R M A L E

JEUDI 23 MARS 1995 - 12 H

Délai :

Observations éventuelles à M. B. MICHEL ou à Mlle R. DOYLE
bureau BREY. 13/12, tél. 52362/52984 (secrét. 52363)

Objet : Harmonisation des droits d'accises
- huiles minérales (Finlande)

Proposition de M. MONTI

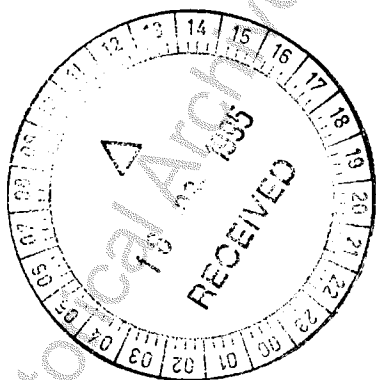
Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de décision du Conseil autorisant certains Etats membres d'appliquer ou de continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques des réductions ou des exonérations d'accises conformément à la procédure prévue à l'article 8.4 de la directive 92/81/CEE;
- accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire :

Ce projet vise à répondre à une demande d'exonération présentée par la Finlande.

Selon le service responsable, ce projet ne comporte pas d'incidences financières pour le budget communautaire.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. WILMOTT, ENTHOVEN, MOGG, MANIATOPOULOS, DEWOST

ha

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s)

XXI Douane et Fiscalité Indirecte

Service(s) associé(s)

- pour accord -

XI	Environnement, Sécurité Nucléaire	et : Accord
	Protection Civile	
XV	Marché Intérieur et Services Financiers	: Accord
XVII	Energie	: Accord

- pour avis -

SJ Service Juridique : Avis favorable

Langue originale : FR

La consultation du Parlement Européen : facultative et le Service responsable suggère de ne pas y recourir compte tenu de l'importance mineure du projet. Vérification sera néanmoins faite de l'inscription du présent dossier dans le programme législatif de la Commission, afin d'en informer, si tel était le cas, le Parlement Européen.

La consultation du CES : facultative.

A défaut de réception des versions linguistiques manquantes 24 heures avant l'échéance, la procédure écrite sera suspendue.

COMMUNICATION DE MR. MONTI A LA COMMISSION

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

autorisant certains Etats membres à appliquer ou à continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques des réductions ou des exonérations d'accise conformément à la procédure prévue à l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE

En vertu de l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE du Conseil concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut autoriser un Etat membre à introduire des exemptions ou des réductions d'accise pour des raisons liées à certaines politiques spécifiques.

La Commission a reçu de la Finlande une demande d'appliquer une exonération du droit d'accises aux huiles usagées réutilisées comme combustible soit directement après récupération, soit après un processus de recyclage des huiles usagées, et dont la réutilisation est passible de droits.

Conformément aux dispositions de la directive, la demande a été notifiée aux Etats membres. La Commission a préparé la présente proposition qui permettra au Conseil de décider s'il convient d'accorder l'autorisation demandée.

La directive prévoit que la Commission examine périodiquement ces exonérations et réductions. Si la Commission considère qu'elles ne peuvent plus être maintenues parce qu'elles faussent la concurrence ou le fonctionnement du marché intérieur ou eu égard à la politique de la Communauté dans le domaine de la protection de l'environnement, elle présente des propositions appropriées au Conseil. En tout état de cause, la Commission soumet un rapport au Conseil portant sur ces exonérations et ces réductions au plus tard le 31 décembre 1996.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

autorisant certains Etats membres à appliquer ou à continuer à appliquer à certaines huiles minérales
utilisées à des fins spécifiques des réductions ou des exonérations d'accise conformément à la
procédure prévue à l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE

EXPOSE DES MOTIFS

En vertu de l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE du Conseil ⁽¹⁾ concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut autoriser un Etat membre à introduire des exemptions ou des réductions d'accise pour des raisons liées à certaines politiques spécifiques.

Les autorités finlandaises ont informé la Commission de leur souhait d'accorder une exonération des droits d'accises aux huiles usagées réutilisées comme combustibles, soit directement après récupération, soit après un processus de recyclage des huiles usagées, et dont la réutilisation est passible de droits.

Conformément aux dispositions de la directive, cette demande a été notifiée aux Etats membres.

La directive prévoit que la Commission examine périodiquement ces exonérations et réductions. Si la Commission considère qu'elles ne peuvent plus être maintenues parce qu'elles faussent la concurrence ou le fonctionnement du marché intérieur ou eu égard à la politique de la Communauté dans le domaine de la protection de l'environnement, elle présente des propositions appropriées au Conseil. En tout état de cause, la Commission soumet un rapport au Conseil portant sur ces exonérations et ces réductions au plus tard le 31 décembre 1996.

⁽¹⁾ JO n° L 316 du 31 octobre 1992

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

autorisant certains Etats membres à appliquer ou à continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques des réductions ou des exonérations d'accise conformément à la procédure prévue à l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 92/81/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales, et en particulier son article 8 paragraphe 4,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, en vertu de l'article 8, paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut autoriser un Etat membre à introduire des exonérations ou des réductions de l'accise sur les huiles minérales pour des raisons liées à certaines politiques spécifiques;

considérant que les autorités finlandaises ont informé la Commission de leur souhait d'accorder une exonération des droits d'accises aux huiles usagées réutilisées comme combustibles, soit directement après récupération, soit après un processus de recyclage des huiles usagées, et dont la réutilisation est passible de droits auquel la procédure prévue à l'article 8(4) devrait s'appliquer;

considérant que les autres Etats membres ont été informés de cette notification;

considérant que la Commission et tous les Etats membres admettent que cette exonération est justifiée par des politiques spécifiques et qu'elle n'entraîne pas des distorsions de concurrence ou n'entrave pas le fonctionnement du marché intérieur;

considérant que la Commission examine régulièrement les réductions et exonérations pour vérifier qu'elles sont compatibles avec le fonctionnement du marché intérieur ou avec la politique de la Communauté dans le domaine de la protection de l'environnement;

considérant qu'en vertu de l'article 8 paragraphe 6 de la directive 92/81/CEE, le Conseil examine à nouveau la situation au plus tard au 31 décembre 1996, sur la base d'un rapport de la Commission,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION:

Article premier

Conformément aux dispositions de l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE et sans préjudice des obligations prévues par la directive 92/82/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant le rapprochement des taux d'accise sur les huiles minérales¹, la Finlande est autorisée à appliquer une exonération du droit d'accise aux huiles usagées réutilisées comme combustible soit directement après récupération, soit après un processus de recyclage des huiles usagées, et dont la réutilisation est passible de droits.

Article 2

La république de la Finlande est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le

Pour le Conseil
Le Président

¹ JO N° L 316 du 31.10.1992, p.19

MITTEILUNG VON HERR MONTI AN DIE KOMMISSION

Vorschlag für eine ENTSCHEIDUNG DES RATES

zur Ermächtigung bestimmter Mitgliedstaaten, gemäß dem Verfahren in Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG Verbrauchsteuerermäßigungen oder-befreiungen auf Mineralöle, die zu bestimmten Zwecken verwendet werden, einzuführen oder beizubehalten

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG des Rates zur Harmonisierung der Struktur der Verbrauchsteuern auf Mineralöle Kann der Rat auf Vorschlag der Kommission einstimmig einen Mitgliedstaat ermächtigen, weitere Verbrauchsteuerbefreiungen oder-ermäßigungen aufgrund besonderer polischer Ergänzungen zu gewähren.

Die finish Regierung haben die Kommission von ihrer Abscht unterrichtet, Altöle, die unmittelbar nach der Rückgewinnung oder nach der Aufbereitung als Brennstoff wiederverwendet werden und deren Wiederverwendung steuerpflichtig ist, von der Verbrauchsteuer zu befreien.

Die anderen Mitgliedstaaten wurden entsprechend den Bestimmungen der Richtlinie hiervon unterrichtet. Der vorliegende Vorschlag wurde von der Kommission ausgearbeitet, um dem Rat Gelegenheit zu geben, über die Zweckmäßigkeit einer solchen Ermächtigung zu entscheiden, und somit die Anwendungen in diesem Artikel deutlich erkennbar zu machen.

Nach der Richtlinie werden die Verbrauchsteuerbefreiungen und-ermäßigungen von der Kommission regelmäßig überprüft. Gelangt die Kommission zu der Auffassung, daß diese Befreiungen oder Ermäßigungen nicht länger aufrechterhalten werden können, weil sie den Wettbewerb oder das ordnungsgemäße Funktionieren des Binnenmarkts stören oder der Umweltschutzpolitik der Gemeinschaft zuwiderlaufen, so unterbreitet sie dem Rat geeignete Vorschläge. Die Kommission legt dem Rat auf jeden Fall bis spätestens 31 Dezember 1996 einen Bericht über die betreffenden Verbrauchsteuerbefreiungen und-ermäßigungen vor.

Brüssel, 1995

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Vorschlag für eine

ENTSCHEIDUNG DES RATES

zur Ermächtigung bestimmter Mitgliedstaaten,
gemäß dem Verfahren in Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG
Verbrauchssteuerermäßigungen oder -befreiungen auf Mineralöle,
die zu bestimmten Zwecken verwendet werden,
einzuführen oder beizubehalten

(Vorlage der Kommission)

Begründung

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG des Rates¹⁾ zur Harmonisierung der Struktur der Verbrauchsteuern auf Mineralöle kann der Rat auf Vorschlag der Kommission einstimmig einen Mitgliedstaat ermächtigen, Verbrauchsteuerbefreiungen oder -ermäßigungen aufgrund besonderer politischer Ergänzungen zu gewähren.

Die finnische Regierung haben die Kommission von ihrer Absicht unterrichtet, Altöle, die unmittelbar nach der Rückgewinnung oder nach der Aufbereitung als Brennstoff wiederverwendet werden und deren Wiederverwendung steuerpflichtig ist, von der Verbrauchsteuer zu befreien.

Die Mitgliedstaaten wurden entsprechend den Bestimmungen der Richtlinie hiervon unterrichtet. Der vorliegende Vorschlag wurde von der Kommission ausgearbeitet, um dem Rat Gelegenheit zu geben, über die Zweckmäßigkeit einer solchen Ermächtigung zu entscheiden.

Nach der Richtlinie werden die Verbrauchsteuerbefreiungen und -ermäßigungen von der Kommission regelmäßig überprüft. Gelangt die Kommission zu der Auffassung, daß diese Befreiungen oder Ermäßigungen nicht länger aufrechterhalten werden können, weil sie den Wettbewerb oder das ordnungsgemäße Funktionieren des Binnenmarkts stören oder der Umweltschutzpolitik der Gemeinschaft zuwiderlaufen, so unterbreitet sie dem Rat geeignete Vorschläge. Die Kommission legt dem Rat auf jeden Fall bis spätestens 31. Dezember 1996 einen Bericht über die betreffenden Verbrauchsteuerbefreiungen und -ermäßigungen vor.

¹⁾ ABl. Nr. L 316 vom 31. Oktober 1992.

Vorschlag für eine
ENTSCHEIDUNG DES RATES

zur Ermächtigung bestimmter Mitgliedstaaten,
gemäß dem Verfahren in Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG
Verbrauchssteuerermäßigungen oder -befreiungen auf Mineralöle,
die zu bestimmten Zwecken verwendet werden,
einzuführen oder beizubehalten

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft,

gestützt auf die Richtlinie 92/81/EWG des Rates vom 19. Oktober 1992 zur Harmonisierung der Struktur der Verbrauchsteuern auf Mineralöle, insbesondere auf Artikel 8 Absatz 4,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG kann der Rat auf Vorschlag der Kommission einstimmig einen Mitgliedstaat ermächtigen, aus besonderen politischen Erwägungen Verbrauchsteuerbefreiungen oder -ermäßigungen für Mineralöle einzuführen.

Einige Mitgliedstaaten haben der Kommission ihre Absicht mitgeteilt, die in ihren Steuergesetzen bereits vorgesehenen Steuerbefreiungen und -ermäßigungen beizubehalten bzw. neue Steuerbefreiungen oder -ermäßigungen einzuführen, für die das Verfahren nach Artikel 8 Absatz 4 in Betracht kommt.

Die übrigen Mitgliedstaaten wurden hiervon unterrichtet.

Die Kommission wie auch alle Mitgliedstaaten sind der Auffassung, daß diese Steuerbefreiungen und -ermäßigungen aufgrund besonderer politischer Erwägungen gerechtfertigt sind und nicht zu einer Verzerrung des Wettbewerbs oder zu einer Beeinträchtigung des ordnungsgemäßen Funktionierens des Binnenmarkts führen.

Die Steuerermäßigungen und -befreiungen werden von der Kommission fortlaufend überprüft, um ihre Vereinbarkeit mit dem Binnenmarkt und der Umweltschutzpolitik der Gemeinschaft zu gewährleisten.

Gemäß Artikel 8 Absatz 6 der Richtlinie 92/81/EWG wird der Rat die Situation bis spätestens 31. Dezember 1996 auf der Grundlage eines Berichts der Kommission überprüfen -

HAT FOLGENDE ENTSCHEIDUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG werden folgende Mitgliedstaaten unbeschadet ihrer Verpflichtungen aus der Richtlinie 92/82/EWG des Rates vom 19. Oktober 1992 zur Annäherung der Verbrauchssteuersätze auf Mineralöle¹⁾ ermächtigt, Verbrauchsteuerbefreiungen oder -ermäßigungen in den nachstehend genannten Fällen einzuführen oder beizubehalten für Altöle, die entweder unmittelbar nach der Rückgewinnung oder nach der Aufbereitung als Brennstoff wiederverwendet werden und deren Wiederverwendung steuerpflichtig ist.

Artikel 2

Diese Entscheidung ist an die Finish Republik gerichtet

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates
Der Präsident

¹⁾ ABl. Nr. L 316 vom 31.10.1992, S. 19.

**COMMUNICATION FROM MR.MONTI
TO THE COMMISSION**

**Proposal for a
COUNCIL DECISION**

authorizing certain Member States to apply or to continue to apply to certain mineral oils when used for specific purposes reductions in or exemptions from excise duty, in accordance with the procedure provided for in Article 8(4) of Directive 92/81/EEC

Pursuant to Article 8(4) of Council Directive 92/81/EEC on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, further exemptions from or reductions in the rate of excise duty.

The Commission has received a request from Finlande. to exempt from excise duties waste oils which are re-used as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty.

In accordance with the provisions of the Directive, the other Member States have been notified of this request. The proposal prepared by the Commission will enable the Council to explicitly grant the authorization requested and this provide transparency in the operation of the article in question.

The Directive provides for periodic review of exemptions and reductions by the Commission. If the Commission considers that they are no longer sustainable because they distort competition or the proper functioning of the internal market, or in view of Community policy on environmental protection, the Commission is to present appropriate proposals to the Council. The Commission, in any event, it is to present to the Council by 31 December 1996 at the latest a report on the exemptions and reductions.

The Commission is invited to adopt the attached proposal and forward it to the Council.

Proposal for a
COUNCIL DECISION

authorizing certain Member States to apply or to continue to apply to
certain mineral oils when used for specific purposes reductions in or
exemptions from excise duty, in accordance with the procedure provided for
in Article 8(4) of Directive 92/81/EEC

(presented by the Commission)

EXPLANATORY MEMORANDUM

Pursuant to Article 8(4) of Council Directive 92/81/EEC⁽¹⁾ on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in excise duty.

The Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are reused as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty.

In accordance with the provisions of the Directive, the other Member States have been notified of this request. The proposal prepared by the Commission will enable the Council to decide whether to grant the authorization requested.

The Directive provides for periodic review of exemptions and reductions by the Commission. If it considers that they are no longer sustainable because they distort competition or the proper functioning of the internal market, or in view of Community policy on environmental protection, the Commission is to present appropriate proposals to the Council. In any event, it is to present to the Council by 31 December 1996 at the latest a report on the exemptions and reductions.

¹ OJ No L 316, 31.10.1992.

Proposal for a
COUNCIL DECISION

authorizing certain Member States to apply or to continue to apply to certain mineral oils when used for specific purposes reductions in or exemptions from excise duty, in accordance with the procedure provided for in Article 8(4) of Directive 92/81/EEC

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty establishing the European Community,

Having regard to Council Directive 92/81/EEC of 19 October 1992 on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, and in particular Article 8(4) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, pursuant to Article 8(4) of Directive 92/81/EEC, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in the excise duty charged on mineral oils;

Whereas the Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are re-used as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty to which the procedure provided for in Article 8(4) should be applied;

Whereas the other Member States have been informed thereof;

Whereas it is accepted by the Commission and by all Member States that this exemption are justified by specific policies and do not give rise to distortions of competition or interfere with the proper functioning of the internal market;

Whereas the exemption will be regularly reviewed by the Commission in order to ensure that this are compatible with the proper functioning of the internal market or with Community policy on environmental protection;

Whereas, pursuant to Article 8(6) of Directive 92/81/EEC, the Council is to review the situation by 31 December 1996 at the latest on the basis of a report from the Commission,

HAS ADOPTED THIS DECISION:

Article 1

In accordance with Article 8(4) of Directive 92/81/EEC and notwithstanding the obligations laid down in Directive 92/82/EEC¹ of 19 October 1992 on the approximation of the rates of excise duties on mineral oils, the Finland are hereby authorized to apply exemption from excise duty for waste oils which are re-used as fuel, either directly after recovery or following a recycling process for waste oils, and the re-use of which is subject to duty.

Article 2

This Decision is addressed to the Finland Republic

Done at Brussels,

For the Council
The President

¹ OJ No L 316 , 31.10.1992, p. 19

EUROOPAN YHTEISÖJEN KOMISSIO

Ehdotus

NEUVOSTON PÄÄTÖS,

luvan antamisesta tietyille jäsenvaltioille soveltaa tai edelleen soveltaa erityistarkoituksiin käytettyihin kivennäisöljyihin valmisteveronalennuksia tai vapautuksia valmisteverosta direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdassa säädetyn menettelyn mukaisesti

EXPLANATORY MEMORANDUM

Pursuant to Article 8(4) of Council Directive 92/81/EEC¹ on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in excise duty.

The Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are re-used as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty.

In accordance with the provisions of the Directive, the other Member States have been notified of this request. The proposal prepared by the Commission will enable the Council to decide whether to grant the authorizations requested.

The Directive provides for periodic review of exemptions and reductions by the Commission. If it considers that they are no longer sustainable because they distort competition or the proper functioning of the internal market, or in view of Community policy on environmental protection, the Commission is to present appropriate proposals to the Council. In any event, it is to present to the Council by 31 December 1996 at the latest a report on the exemptions and reductions.

¹ OJ No L 316, 31.10.1992.

Ehdotus

NEUVOSTON PÄÄTÖS,

luvan antamisesta tietyille jäsenvaltioille soveltaa tai edelleen soveltaa erityistarkoituksiin käytettyihin kivennäisöljyihin valmisteveronalennuksia tai vapautuksia valmisteverosta direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdassa säädetyn menettelyn mukaisesti

EUROOPAN UNIONIN NEUVOSTO, joka

ottaa huomioon Euroopan yhteisön perustamissopimuksen,

ottaa huomioon kivennäisöljyjen valmisteverojen rakenteiden yhdenmukaistamisesta 19 päivänä lokakuuta 1992 annetun neuvoston direktiivin ja erityisesti sen 8 artiklan 4 kohdan,

ottaa huomioon komission ehdotuksen,

sekä katsoo, että

direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdan mukaan neuvosto voi yksimielisesti komission ehdotuksesta antaa jäsenvaltiolle luvan ottaa käyttöön kivennäisöljyjen osalta vapautuksia valmisteverosta tai valmisteveron alennuksia tiettyihin erityispolitiikkoihin liittyvistä syistä;

Suomen viranomaiset ovat antaneet neuvostolle tiedoksi halukkuutensa myöntää vapautus valmisteverosta jäteöljyjen osalta, jotka käytetään uudelleen polttoaineena joko välittömästi talteen ottamisen jälkeen tai jäteöljyjen kierrätysprosessin jälkeen ja joiden uusiokäyttö on niiden verojen alaista, joihin voidaan soveltaa 8 artiklan 4 kohdassa säädettyä menettelyä;

tästä tiedonannosta on ilmoitettu muille jäsenvaltioille;

komissio ja kaikki muut jäsenvaltiot myöntävät, että tämä vapautus on perusteltu erityispolitiikkojen vuoksi, eikä se aiheuta kilpailun vääristymiä tai haittaa sisämarkkinoiden toiminnalle;

komissio tarkastelee säännöllisesti alennuksia ja vapautuksia todetakseen, että ne ovat sopusoinnussa sisämarkkinoiden toiminnan tai yhteisön ympäristönsuojelualan politiikan kanssa ja

neuvosto tarkastelee tilannetta uudelleen viimeistään 31 päivänä joulukuuta 1996 direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 6 kohdan nojalla komission kertomuksen perusteella,

ON TEHNYT TÄMÄN PÄÄTÖKSEN:

1 artikla

Direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdan mukaisesti Suomi saa soveltaa vapautusta valmisteverosta jäteöljyihin, jotka käytetään uudelleen polttoaineena joko välittömästi talteen ottamisen jälkeen tai jäteöljyjen kierrätysprosessin jälkeen ja joiden uusiokäyttö on veronalaista, sanotun kuitenkaan rajoittamatta kivennäisöljyjen valmisteverojen määrien lähentämisestä 19 päivänä lokakuuta 1992 annetussa neuvoston direktiivissä 92/81/ETY¹ säädettyjä velvoitteita.

2 artikla

Tämä päätös on osoitettu Suomen tasavallalle.

Tehty Brysselissä .. päivänä ...kuuta 199.

Neuvoston puolesta

Puheenjohtaja

¹ EYVL N:o L 316, 31.10.1992, s. 19

Bruxelles, le 21 mars 1995

COM(95)93/2

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/401/95

CORRIGENDUM

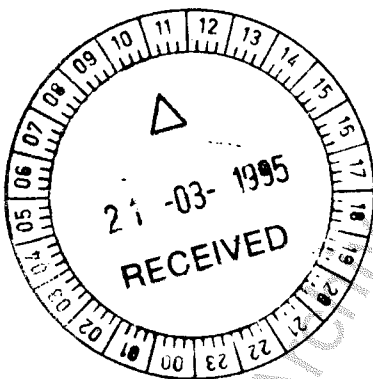
Délai : JEUDI 23 MARS 1995 - 12 H

**Observations éventuelles à M. B. MICHEL ou à Mlle R. DOYLE
bureau BREY. 13/12, tél. 52362/52984 (secrét. 52363)**

Objet : Harmonisation des droits d'accises
- huiles minérales (Finlande)

Se référant à la procédure écrite E/401/95 (doc. COM(95)93 du 16 mars 1995) relative à la question sous objet, le Secrétariat général diffuse, ci-joint, des modifications dans les versions anglaise et allemande à la suite des travaux de finalisation.

L'échéance reste fixée au jeudi 23 mars 1995 - 12 H.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. WILMOTT, ENTHOVEN, MOGG, MANIATOPOULOS, DEWOST
doh

Begründung

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG des Rates¹⁾ zur Harmonisierung der Struktur der Verbrauchsteuern auf Mineralöle kann der Rat auf Vorschlag der Kommission einstimmig einen Mitgliedstaat ermächtigen, Verbrauchsteuerbefreiungen oder -ermäßigungen aufgrund besonderer politischer Ergänzungen zu gewähren.

Die finnische Regierung haben die Kommission von ihrer Absicht unterrichtet, Altöle, die unmittelbar nach der Rückgewinnung oder nach der Aufbereitung als Brennstoff wiederverwendet werden und deren Wiederverwendung steuerpflichtig ist, von der Verbrauchsteuer zu befreien.

X [Die Mitgliedstaaten wurden entsprechend den Bestimmungen der Richtlinie hiervon unterrichtet. Der vorliegende

Nach der Richtlinie werden die Verbrauchsteuerbefreiungen und -ermäßigungen von der Kommission regelmäßig überprüft. Gelangt die Kommission zu der Auffassung, daß diese Befreiungen oder Ermäßigungen nicht länger aufrechterhalten werden können, weil sie den Wettbewerb oder das ordnungsgemäße Funktionieren des Binnenmarkts stören oder der Umweltschutzpolitik der Gemeinschaft zuwiderlaufen, so unterbreitet sie dem Rat geeignete Vorschläge. Die Kommission legt dem Rat auf jeden Fall bis spätestens 31. Dezember 1996 einen Bericht über die betreffenden Verbrauchsteuerbefreiungen und -ermäßigungen vor.

¹⁾ ABl. Nr. L 316 vom 31. Oktober 1992.

EXPLANATORY MEMORANDUM

Pursuant to Article 8(4) of Council Directive 92/81/EEC(1) on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in excise duty.

The Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are reused as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty.

X [In accordance with the provisions of the Directive, the other Member States have been notified of this request.

The Directive provides for periodic review of exemptions and reductions by the Commission. If it considers that they are no longer sustainable because they distort competition or the proper functioning of the internal market, or in view of Community policy on environmental protection, the Commission is to present appropriate proposals to the Council. In any event, it is to present to the Council by 31 December 1996 at the latest a report on the exemptions and reductions.

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/401/95

CORRIGENDUM

Délai: JEUDI 23 MARS 1995 - 12 H

**Observations éventuelles à M. B. MICHEL ou à Mlle R. DOYLE
bureau BREY. 13/12, tél. 52362/52984 (secrét. 52363)**

Objet : Harmonisation des droits d'accises
- huiles minérales (Finlande)

Se référant à la procédure écrite E/401/95 (doc. COM(95)93 à /2, respectivement des 16 et 21 mars 1995) relative à la question sous objet, le Secrétariat général diffuse, ci-joint, une version corrigée de la communication à la Commission en langue allemande.

L'échéance reste fixée au jeudi 23 mars 1995 - 12 H.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. WILMOTT, ENTHOVEN, MOGG, MANIATOPOULOS, DEWOST

ha

MITTEILUNG VON HERR MONTI AN DIE KOMMISSION

Vorschlag für eine

ENTSCHEIDUNG DES RATES

zur Ermächtigung bestimmter Mitgliedstaaten, gemäß dem Verfahren in Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG, um auf Mineralöle, die zu bestimmten Zwecken verwendet werden, Verbrauchsteuerermäßigungen oder Befreiungen einzuführen oder beizubehalten

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG des Rates zur Harmonisierung der Struktur der Verbrauchsteuern auf Mineralöle kann der Rat auf Vorschlag der Kommission einstimmig einen Mitgliedstaat ermächtigen, Steuerbefreiungen oder Ermäßigungen aus besonderen politischen Erwägungen zu gewähren.

Die Regierung Finnlands hat die Kommission von ihrer Absicht unterrichtet, Altöle, die unmittelbar nach der Rückgewinnung oder nach der Aufbereitung als Brennstoff wieder verwendet werden, und deren Wiederverwendung steuerpflichtig ist, von der Verbrauchsteuer zu befreien.

Die anderen Mitgliedstaaten wurden entsprechend den Bestimmungen der Richtlinie hiervon unterrichtet. Der vorliegende Vorschlag wurde von der Kommission ausgearbeitet, um dem Rat Gelegenheit zu geben, über die Zweckmäßigkeit einer solchen Ermächtigung zu entscheiden, und somit die Anwendungen in diesem Artikel deutlich erkennbar zu machen.

Nach der Richtlinie werden die Verbrauchsteuerbefreiungen und Ermäßigungen von der Kommission regelmäßig überprüft. Gelangt die Kommission zu der Auffassung, daß diese Befreiungen oder Ermäßigungen nicht länger aufrechterhalten werden können, weil sie den Wettbewerb oder das ordnungsgemäße Funktionieren des Binnenmarkts stören oder der Umweltschutzpolitik der Gemeinschaft zuwiderlaufen, so unterbreitet sie dem Rat geeignete Vorschläge. Die Kommission legt dem Rat auf jeden Fall bis spätestens dem 31. Dezember 1996 einen Bericht über die betreffenden Verbrauchsteuerbefreiungen und Ermäßigungen vor.



COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

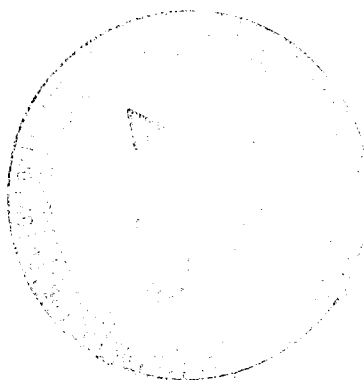
Bruxelles, le 23.03.1995
COM(95) 93 final

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

autorisant certains Etats membres à appliquer ou à continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques des réductions ou des exonérations d'accise conformément à la procédure prévue à l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE

(présentée par la Commission)



EXPOSE DES MOTIFS

En vertu de l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE du Conseil⁽¹⁾ concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut autoriser un Etat membre à introduire des exemptions ou des réductions d'accise pour des raisons liées à certaines politiques spécifiques.

Les autorités finlandaises ont informé la Commission de leur souhait d'accorder une exonération des droits d'accises aux huiles usagées réutilisées comme combustibles, soit directement après récupération, soit après un processus de recyclage des huiles usagées, et dont la réutilisation est passible de droits.

Conformément aux dispositions de la directive, cette demande a été notifiée aux Etats membres.

La directive prévoit que la Commission examine périodiquement ces exonérations et réductions. Si la Commission considère qu'elles ne peuvent plus être maintenues parce qu'elles faussent la concurrence ou le fonctionnement du marché intérieur ou eu égard à la politique de la Communauté dans le domaine de la protection de l'environnement, elle présente des propositions appropriées au Conseil. En tout état de cause, la Commission soumet un rapport au Conseil portant sur ces exonérations et ces réductions au plus tard le 31 décembre 1996.

⁽¹⁾ JO n° L 316 du 31 octobre 1992

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

autorisant certains Etats membres à appliquer ou à continuer à appliquer à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques des réductions ou des exonérations d'accise conformément à la procédure prévue à l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 92/81/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales, et en particulier son article 8 paragraphe 4,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, en vertu de l'article 8, paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut autoriser un Etat membre à introduire des exonérations ou des réductions de l'accise sur les huiles minérales pour des raisons liées à certaines politiques spécifiques;

considérant que les autorités finlandaises ont informé la Commission de leur souhait d'accorder une exonération des droits d'accises aux huiles usagées réutilisées comme combustibles, soit directement après récupération, soit après un processus de recyclage des huiles usagées, et dont la réutilisation est passible de droits auquel la procédure prévue à l'article 8(4) devrait s'appliquer;

considérant que les autres Etats membres ont été informés de cette notification;

considérant que la Commission et tous les Etats membres admettent que cette exonération est justifiée par des politiques spécifiques et qu'elle n'entraîne pas des distorsions de concurrence ou n'entrave pas le fonctionnement du marché intérieur;

considérant que la Commission examine régulièrement les réductions et exonérations pour vérifier qu'elles sont compatibles avec le fonctionnement du marché intérieur ou avec la politique de la Communauté dans le domaine de la protection de l'environnement;

considérant qu'en vertu de l'article 8 paragraphe 6 de la directive 92/81/CEE, le Conseil examine à nouveau la situation au plus tard au 31 décembre 1996, sur la base d'un rapport de la Commission,

A ARRETE LA PRESENTE DECISION:

Article premier

Conformément aux dispositions de l'article 8 paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE et sans préjudice des obligations prévues par la directive 92/82/CEE du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant le rapprochement des taux d'accise sur les huiles minérales¹, la Finlande est autorisée à appliquer une exonération du droit d'accise aux huiles usagées réutilisées comme combustible soit directement après récupération, soit après un processus de recyclage des huiles usagées, et dont la réutilisation est passible de droits.

Article 2

La république de la Finlande est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le

Pour le Conseil
Le Président

¹ JO N° L 316 du 31.10.1992, p.19

ISSN 0254-1491

COM(95) 93 final

DOCUMENTS

FR

09

N° de catalogue : CB-CO-95-106-FR-C

ISBN 92-77-86907-0

Office des publications officielles des Communautés européennes

L-2985 Luxembourg



KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

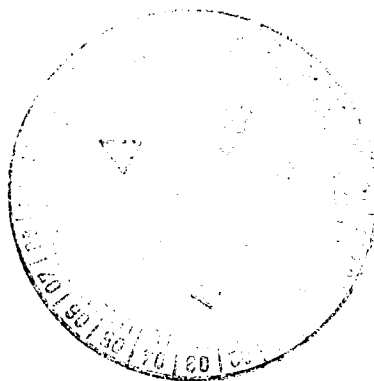
Brüssel, den 23.03.1995
KOM(95) 93 endg.

Vorschlag für eine

ENTSCHEIDUNG DES RATES

zur Ermächtigung bestimmter Mitgliedstaaten,
gemäß dem Verfahren in Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG
Verbrauchssteuerermäßigungen oder -befreiungen auf Mineralöle,
die zu bestimmten Zwecken verwendet werden,
einzuführen oder beizubehalten

(von der Kommission vorgelegt)



Begründung

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG des Rates¹⁾ zur Harmonisierung der Struktur der Verbrauchsteuern auf Mineralöle kann der Rat auf Vorschlag der Kommission einstimmig einen Mitgliedstaat ermächtigen, Verbrauchsteuerbefreiungen oder -ermäßigungen aufgrund besonderer politischer Ergänzungen zu gewähren.

Die finnische Regierung haben die Kommission von ihrer Absicht unterrichtet, Altöle, die unmittelbar nach der Rückgewinnung oder nach der Aufbereitung als Brennstoff wiederverwendet werden und deren Wiederverwendung steuerpflichtig ist, von der Verbrauchsteuer zu befreien.

Die Mitgliedstaaten wurden entsprechend den Bestimmungen der Richtlinie hiervon unterrichtet.

Nach der Richtlinie werden die Verbrauchsteuerbefreiungen und -ermäßigungen von der Kommission regelmäßig überprüft. Gelangt die Kommission zu der Auffassung, daß diese Befreiungen oder Ermäßigungen nicht länger aufrechterhalten werden können, weil sie den Wettbewerb oder das ordnungsgemäße Funktionieren des Binnenmarkts stören oder der Umweltschutzpolitik der Gemeinschaft zuwiderlaufen, so unterbreitet sie dem Rat geeignete Vorschläge. Die Kommission legt dem Rat auf jeden Fall bis spätestens 31. Dezember 1996 einen Bericht über die betreffenden Verbrauchsteuerbefreiungen und -ermäßigungen vor.

¹⁾ ABl. Nr. L 316 vom 31. Oktober 1992.

Vorschlag für eine

ENTSCHEIDUNG DES RATES

zur Ermächtigung bestimmter Mitgliedstaaten,
gemäß dem Verfahren in Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG
Verbrauchssteuerermäßigungen oder -befreiungen auf Mineralöle,
die zu bestimmten Zwecken verwendet werden,
einzuführen oder beizubehalten

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft,

gestützt auf die Richtlinie 92/81/EWG des Rates vom 19. Oktober 1992 zur Harmonisierung der Struktur der Verbrauchsteuern auf Mineralöle, insbesondere auf Artikel 8 Absatz 4,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG kann der Rat auf Vorschlag der Kommission einstimmig einen Mitgliedstaat ermächtigen, aus besonderen politischen Erwägungen Verbrauchsteuerbefreiungen oder -ermäßigungen für Mineralöle einzuführen.

Einige Mitgliedstaaten haben der Kommission ihre Absicht mitgeteilt, die in ihren Steuergesetzen bereits vorgesehenen Steuerbefreiungen und -ermäßigungen beizubehalten bzw. neue Steuerbefreiungen oder -ermäßigungen einzuführen, für die das Verfahren nach Artikel 8 Absatz 4 in Betracht kommt.

Die übrigen Mitgliedstaaten wurden hiervon unterrichtet.

Die Kommission wie auch alle Mitgliedstaaten sind der Auffassung, daß diese Steuerbefreiungen und -ermäßigungen aufgrund besonderer politischer Erwägungen gerechtfertigt sind und nicht zu einer Verzerrung des Wettbewerbs oder zu einer Beeinträchtigung des ordnungsgemäßen Funktionierens des Binnenmarkts führen.

Die Steuerermäßigungen und -befreiungen werden von der Kommission fortlaufend überprüft, um ihre Vereinbarkeit mit dem Binnenmarkt und der Umweltschutzpolitik der Gemeinschaft zu gewährleisten.

Gemäß Artikel 8 Absatz 6 der Richtlinie 92/81/EWG wird der Rat die Situation bis spätestens 31. Dezember 1996 auf der Grundlage eines Berichts der Kommission überprüfen -

HAT FOLGENDE ENTSCHEIDUNG ERLASSEN:

Artikel 1

Gemäß Artikel 8 Absatz 4 der Richtlinie 92/81/EWG werden folgende Mitgliedstaaten unbeschadet ihrer Verpflichtungen aus der Richtlinie 92/82/EWG des Rates vom 19. Oktober 1992 zur Annäherung der Verbrauchssteuersätze auf Mineralöle¹⁾ ermächtigt, Verbrauchsteuerbefreiungen oder -ermäßigungen in den nachstehend genannten Fällen einzuführen oder beizubehalten für Altöle, die entweder unmittelbar nach der Rückgewinnung oder nach der Aufbereitung als Brennstoff wiederverwendet werden und deren Wiederverwendung steuerpflichtig ist.

Artikel 2

Diese Entscheidung ist an die Finish Republik gerichtet

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates
Der Präsident

¹⁾ ABl. Nr. L 316 vom 31.10.1992, S. 19.

ISSN 0256-2383

KOM(95) 93 endg.

DOKUMENTE

DE

09

Katalognummer : CB-CO-95-106-DE-C

ISBN 92-77-86904-6

Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften

L-2985 Luxemburg



Bruxelles, 23.03.1995

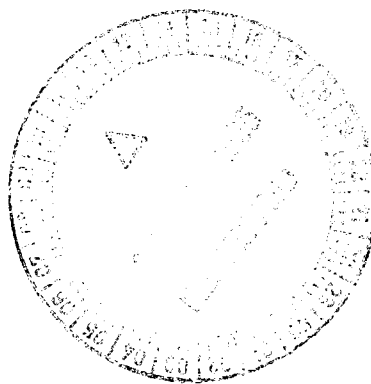
COM(95) 93 def.

Proposta di

DECISIONE DEL CONSIGLIO

che autorizza alcuni Stati membri ad applicare o a continuare ad applicare per taluni oli minerali utilizzati a fini specifici esenzioni dalle accise o riduzioni delle aliquote d'accisa conformemente alla procedura di cui all'articolo 8, paragrafo 4 della direttiva 92/81/CEE

(presentata dalla Commissione)



RELAZIONE

In virtù dell'articolo 8, paragrafo 4 della direttiva 92/81/CEE del Consiglio ⁽¹⁾ relativa all'armonizzazione delle strutture delle accise sugli oli minerali, il Consiglio, deliberando all'unanimità su proposta della Commissione, può autorizzare uno Stato membro a concedere esenzioni dalle accise o riduzioni delle aliquote d'accisa in base a considerazioni politiche specifiche.

Le autorità finlandese hanno informato la Commissione dell'intento di concedere un'esenzione dalle accise per gli oli usati reimpiegati come combustibile subito dopo il recupero oppure previo riciclaggio, il cui reimpiego sarebbe soggetto ad accisa.

Conformemente alle disposizioni della direttiva, tali informazioni sono state comunicate agli Stati membri.

La direttiva statuisce che la Commissione esamini periodicamente tali esenzioni e riduzioni. Qualora ritenga che non possano più essere mantenute perché falsano la concorrenza o il corretto funzionamento del mercato interno ovvero per considerazioni relative alla politica comunitaria di protezione dell'ambiente, la Commissione presenta al Consiglio opportune proposte. In ogni caso la Commissione deve presentare al Consiglio una relazione su tali esenzioni e riduzioni, per consentirgli di riesaminare la situazione e deliberare in merito entro il 31 dicembre 1996.

⁽¹⁾ GU L 316 del 31.10.1992

Proposta di
DECISIONE DEL CONSIGLIO
che autorizza alcuni Stati membri ad applicare o a continuare ad applicare per taluni
oli minerali utilizzati a fini specifici esenzioni dalle accise o riduzioni delle aliquote d'accisa
conformemente alla procedura di cui all'articolo 8, paragrafo 4 della direttiva 92/81/CEE

IL CONSIGLIO DELL'UNIONE EUROPEA,

visto il trattato che istituisce la Comunità europea,

vista la direttiva 92/81/CEE del Consiglio, del 19 ottobre 1992, relativa all'armonizzazione delle strutture delle accise sugli oli minerali, in particolare l'articolo 8, paragrafo 4,

vista la proposta della Commissione,

considerando che in virtù dell'articolo 8, paragrafo 4 della direttiva 92/81/CEE il Consiglio, deliberando all'unanimità su proposta della Commissione, può autorizzare uno Stato membro ad introdurre esenzioni dalle accise o riduzioni dell'aliquota d'accisa sugli oli minerali in base a considerazioni politiche specifiche;

considerando che, le autorità finlandese hanno informato la Commissione dell'intento di concedere un'esenzione dalle accise per gli oli usati reimpiegati come combustibile subito dopo il recupero oppure previo riciclaggio, il cui reimpiego sarebbe soggetto ad accisa conformemente alla procedura di cui all'articolo 8, paragrafo 4 della direttiva 92/81/CEE;

considerando che gli altri Stati membri sono stati informati di tali notifiche;

considerando che la Commissione e tutti gli Stati membri riconoscono che tali esenzioni sono motivate da considerazioni politiche specifiche e che non comportano distorsioni della concorrenza né ostacolano il corretto funzionamento del mercato interno;

considerando che la Commissione esamina regolarmente tali riduzioni ed esenzioni per accertare che siano compatibili con il corretto funzionamento del mercato interno o con la politica comunitaria di protezione dell'ambiente;

considerando che, a norma dell'articolo 8, paragrafo 6 della direttiva 92/81/CEE, il Consiglio riesamina la situazione entro il 31 dicembre 1996, sulla base di una relazione della Commissione,

HA ADOTTATO LA PRESENTE DECISIONE:

Articolo 1

Conformemente al disposto dell'articolo 8, paragrafo 4 della direttiva 92/81/CEE e fatti salvi gli obblighi previsti dalla direttiva 92/82/CEE del 19 ottobre 1992 relativa al ravvicinamento delle aliquote di accisa sugli oli minerali ⁽¹⁾, la Repubblica finlandese è autorizzata a continuare ad applicare una esenzione dalle accise per gli oli usati reimpiegati come combustibile dopo il recupero, anche previo riciclaggio, il cui reimpiego sarebbe soggetto ad accisa.

Articolo 2

La Repubblica finlandese è destinataria della presente decisione.

Fatto a Bruxelles, il

Per il Consiglio

Il Presidente

⁽¹⁾ GUL 316 del 31.10.1992, pag. 19.

ISSN 0254-1505

COM(95) 93 def.

DOCUMENTI

IT

09

N. di catalogo : CB-CO-95-106-IT-C

ISBN 92-77-86908-9

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee

L-2985 Lussemburgo



COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

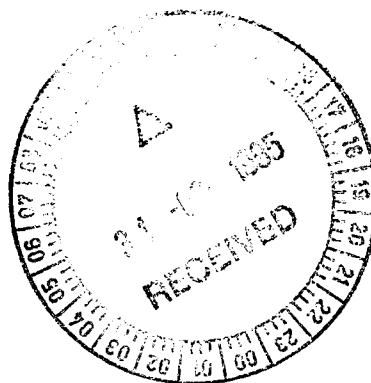
Brussel, 23.03.1995
COM(95) 93 def.

Voorstel voor een

BESCHIKKING VAN DE RAAD

waarbij sommige Lid-Staten toestemming wordt verleend om op bepaalde minerale oliën die voor bijzondere doeleinden worden gebruikt verlagingen of vrijstellingen van accijns toe te passen of te blijven toepassen in overeenstemming met de procedure van artikel 8, lid 4, van Richtlijn 92/81/EEG

(door de Commissie ingediend)



TOELICHTING

Op grond van artikel 8, lid 4, van Richtlijn 92/81/EEG van de Raad⁽¹⁾ betreffende de harmonisatie van de structuur van de accijns op minerale oliën, kan de Raad op voorstel van de Commissie met eenparigheid van stemmen uit specifieke beleidsoverwegingen een Lid-Staat toestaan uit vrijstellingen of verlagingen van de accijns toe te passen.

De Finse autoriteiten hebben de Commissie medegedeeld vrijstelling van accijns te willen verlenen voor gebruikte olie die, hetzij als zodanig, hetzij na verwerking hergebruikt wordt als brandstof en waarvan het hergebruik met accijns belastbaar is.

Overeenkomstig het bepaalde in de richtlijn zijn de Lid-Staten van deze verzoeken in kennis gesteld.

In de richtlijn wordt bepaald dat de Commissie regelmatig deze vrijstellingen en verlagingen onderzoekt. Indien zij van mening is dat deze niet langer aanvaardbaar zijn omdat deze de mededinging vervalsen of de goede werking van de interne markt verstoren of omdat deze niet stroken met het communautaire beleid tot bescherming van het milieu, dient zij bij de Raad passende voorstellen in. In ieder geval legt de Commissie uiterlijk op 31 december 1996 een verslag voor aan de Raad over deze vrijstellingen en deze verlagingen.

⁽¹⁾ PB nr. L 316 van 31.10.1992.

Voorstel voor een

BESCHIKKING VAN DE RAAD

waarbij sommige Lid-Staten toestemming wordt verleend om op bepaalde minerale oliën die voor bijzondere doeleinden worden gebruikt verlagingen of vrijstellingen van accijns toe te passen of te blijven toepassen in overeenstemming met de procedure van artikel 8, lid 4, van Richtlijn 92/81/EEG

DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap,

Gelet op Richtlijn 92/81/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 betreffende de harmonisatie van de structuur van de accijns op minerale oliën, inzonderheid op artikel 8, lid 4,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat, op grond van artikel 8, lid 4, van Richtlijn 92/81/EEG, de Raad met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Commissie een Lid-Staat kan toestaan uit specifieke beleidsoverwegingen vrijstellingen of verlagingen van de accijns op minerale oliën in te voeren;

Overwegende dat de Finse autoriteiten Commissie hebben medegedeeld vrijstelling van accijns te willen verlenen voor gebruikte olie die, hetzij als zodanig, na verwerking, hergebruikt wordt als brandstof en waarvan het hergebruik met accijns belastbaar is, en waarop de procedure van artikel 8, lid 4, van toepassing is;

Overwegende dat de andere Lid-Staten van deze kennisgevingen in kennis zijn gesteld;

Overwegende dat de Commissie en alle Lid-Staten erkennen dat deze vrijstelling gerechtvaardigd is om redenen van specifiek beleid en dat zij geen concurrentievervalsingen teweeg brengt en de goede werking van de interne markt niet belemmert;

Overwegende dat de Commissie regelmatig de verlagingen en vrijstellingen onderzoekt om na te gaan of deze verenigbaar zijn met de goede werking van de interne markt en met het communautaire beleid tot bescherming van het milieu;

Overwegende dat de Raad op grond van artikel 8, lid 6, van Richtlijn 92/81/EEG de situatie uiterlijk op 31 december 1996 opnieuw zal bezien aan de hand van een verslag van de Commissie,

HEEFT DE VOLGENDE BESCHIKKING VASTGESTELD :

Artikel 1

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 8, lid 4, van Richtlijn 92/81/EEG en onverminderd de verplichtingen die zijn bepaald in Richtlijn 92/82/EEG van de Raad, van 19 oktober 1992, betreffende de onderlinge aanpassing van de accijnstarieven voor minerale oliën⁽¹⁾, wordt Finland gemachtigd een vrijstellingen van accijns toe te passen voor gebruikte oliën die hergebruikt worden als brandstof, hetzij als zodanig, hetzij na verwerking en waarvan het hergebruik met accijns belastbaar is

Artikel 2

Deze beschikking is gericht tot de Finland Republiek.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad
De Voorzitter

⁽¹⁾ PB nr. L 316 van 31.10.1992, blz. 19.

ISSN 0254-1513

COM(95) 93 def.

DOCUMENTEN

NL

09

Catalogusnummer : CB-CO-95-106-NL-C

ISBN 92-77-86909-7

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen

L-2985 Luxemburg



COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels, 23.03.1995
COM(95) 93 final

Proposal for a

COUNCIL DECISION

authorizing certain Member States to apply or to continue to apply to
certain mineral oils when used for specific purposes reductions in or
exemptions from excise duty, in accordance with the procedure provided for
in Article 8(4) of Directive 92/81/EEC

(presented by the Commission)



EXPLANATORY MEMORANDUM

Pursuant to Article 8(4) of Council Directive 92/81/EEC⁽¹⁾ on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in excise duty.

The Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are reused as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty.

In accordance with the provisions of the Directive, the other Member States have been notified of this request.

The Directive provides for periodic review of exemptions and reductions by the Commission. If it considers that they are no longer sustainable because they distort competition or the proper functioning of the internal market, or in view of Community policy on environmental protection, the Commission is to present appropriate proposals to the Council. In any event, it is to present to the Council by 31 December 1996 at the latest a report on the exemptions and reductions.

¹ OJ No L 316, 31.10.1992.

Proposal for a
COUNCIL DECISION

authorizing certain Member States to apply or to continue to apply to
certain mineral oils when used for specific purposes reductions in or
exemptions from excise duty, in accordance with the procedure provided for
in Article 8(4) of Directive 92/81/EEC

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty establishing the European Community,

Having regard to Council Directive 92/81/EEC of 19 October 1992 on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, and in particular Article 8(4) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, pursuant to Article 8(4) of Directive 92/81/EEC, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in the excise duty charged on mineral oils;

Whereas the Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are re-used as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty to which the procedure provided for in Article 8(4) should be applied;

Whereas the other Member States have been informed thereof;

Whereas it is accepted by the Commission and by all Member States that this exemption are justified by specific policies and do not give rise to distortions of competition or interfere with the proper functioning of the internal market;

Whereas the exemption will be regularly reviewed by the Commission in order to ensure that this are compatible with the proper functioning of the internal market or with Community policy on environmental protection;

Whereas, pursuant to Article 8(6) of Directive 92/81/EEC, the Council is to review the situation. by 31 December 1996 at the latest on the basis of a report from the Commission,

HAS ADOPTED THIS DECISION:

Article 1

In accordance with Article 8(4) of Directive 92/81/EEC and notwithstanding the obligations laid down in Directive 92/82/EEC¹ of 19 October 1992 on the approximation of the rates of excise duties on mineral oils, the Finland are hereby authorized to apply exemption from excise duty for waste oils which are re-used as fuel, either directly after recovery or following a recycling process for waste oils, and the re-use of which is subject to duty.

Article 2

This Decision is addressed to the Finland Republic

Done at Brussels,

For the Council
The President

¹ OJ No L 316 , 31.10.1992, p. 19

ISSN 0254-1475

COM(95) 93 final

DOCUMENTS

EN

09

Catalogue number : CB-CO-95-106-EN-C

ISBN 92-77-86906-2

Office for Official Publications of the European Communities

L-2985 Luxembourg



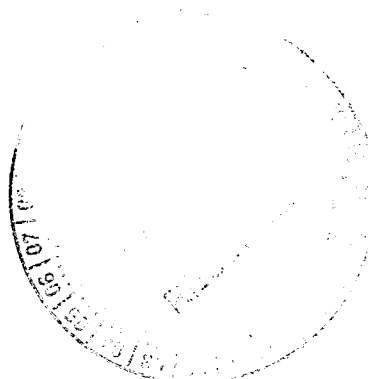
Bruxelles, den 23.03.1995
KOM(95) 93 endelig udg.

Forslag til

RÅDETS BESLUTNING

om bemyndigelse af visse medlemsstater til at indføre eller til fortsat
at anvende punktafgiftslempelser eller -fritagelser for visse typer
mineralolie, når disse benyttes til særlige formål, jf. fremgangsmåden
i artikel 8, stk. 4, i direktiv 92/81/EØF

(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

I henhold til artikel 8, stk. 4, i Rådets direktiv 92/81/EØF¹⁾ om harmonisering af punktafgiftsstrukturen for mineralolier kan Rådet med enstemmighed på forslag af Kommissionen bemyndige en medlemsstat til at indføre fritagelser eller reducerede satser for punktafgiften på mineralolier, hvis særlige politiske hensyn taler herfor.

De finske myndigheder har meddelt Kommissionen, at de ønsker at punktafgiftsfritage spildolie, der genanvendes som brændsel, enten direkte efter at være blevet indsamlet eller efter at have gennemgået en oparbejdningsproces, og hvis genanvendelse er afgiftspligtig.

I overensstemmelse med direktivets bestemmelser er medlemsstaterne blevet underrettet om denne anmodning.

Ifølge direktivet skal Kommissionen med jævne mellemrum tage afgiftsfritagelserne og afgiftsnedsættelserne op til behandling. Finder Kommissionen, at de ikke længere kan opretholdes, fordi de forbrejder konkurrencen, medfører forstyrrelser af det indre marked eller er uforenelige med Fællesskabets miljøbeskyttelsespolitik, forelægger den Rådet passende forslag. Under alle omstændigheder skal Kommissionen forelægge Rådet en rapport om disse afgiftsfritagelser og afgiftsnedsættelser senest den 31. december 1996.

¹⁾ EFT L 316 af 31.10.1992.

Forslag til

RÅDETS BESLUTNING

om bemyndigelse af visse medlemsstater til at indføre eller til fortsat at anvende punktafgiftslempelser eller -fritagelser for visse typer mineralolie, når disse benyttes til særlige formål, jf. fremgangsmåden i artikel 8, stk. 4, i direktiv 92/81/EØF

RÅDET FOR DEN EUROPÆISKE UNION HAR -

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det Europæiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets direktiv 92/81/EØF af 19. oktober 1992 om harmonisering af punktafgiftsstrukturen for mineralolier, særlig artikel 8, stk. 4,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

I henhold til artikel 8, stk. 4, i direktiv 92/81/EØF kan Rådet med enstemmighed på forslag af Kommissionen bemyndige en medlemsstat til at indføre fritagelser eller nedsatte satser for punktafgiften på mineralolier, hvis særlige politiske hensyn taler herfor;

De finiske myndigheder har meddelt Kommissionen, på hvilke lempelser fremgangsmåden i artikel 8, stk. 4, bør finde anvendelse; De ønsker således at spildolie der genbruges som brændstof, enten direkte efter indsamling eller efter en genindvindingsprocess, fritages for punktafgiften på mineralolier;

de øvrige medlemsstater er blevet underrettet om denne anmeldelse;

Kommissionen og samtlige medlemsstater accepterer, at disse fritagelser og lempelser er begrundet i særlige politiske hensyn og ikke medfører konkurrencefordrejninger eller hindrer det indre marked i at fungere tilfredsstillende;

Kommissionen gennemgår med jævne mellemrum afgiftslempelserne og afgiftsfritagelserne for at sikre sig, at de er forenelige med det indre marked eller Fællesskabets miljøbeskyttelsespolitik;

Rådet skal i henhold til artikel 8, stk. 6, i direktiv 92/81/EØF tage situationen op til ny vurdering senest den 31. december 1996 på grundlag af en rapport fra Kommissionen -

VEDTAGET FØLGENDE BESLUTNING:

3

Artikel 1

I overensstemmelse med artikel 8, stk. 4, i Rådets direktiv 92/81/EØF og med forbehold af de forpligtelser, der gælder efter Rådets direktiv 92/82/EØF af 19. oktober 1992 om indbyrdes tilnærmelse af punktafgiftssatserne for mineralolier¹⁾, er Finland hermed autoriseret til at give punktafgiftsfritagelse af spildolie, der genanvendes som brændsel, enten direkte efter at være blevet indsamlet eller efter at have gennemgået en oparbejdningsproces, og hvis genanvendelse er afgiftspligtig.

Artikel 2

Denne beslutning er rettet til Den Finske Republik

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne
Formand

¹⁾ EFT L 316 af 31.10.1992, s: 19.

KOM(95) 93 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

09

Katalognummer : CB-CO-95-106-DA-C

ISBN 92-77-86903-8

Kontoret for De Europæiske Fællesskabers Officielle Publikationer

L-2985 Luxembourg



Βρυξέλλες, 23.03.1995

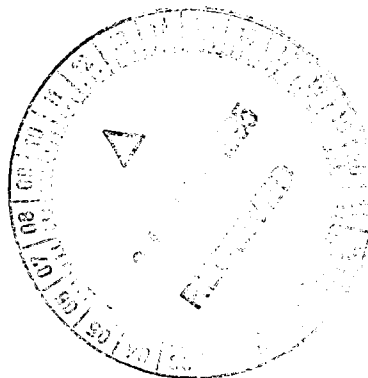
COM(95) 93 τελικό

Πρόταση

ΑΠΟΦΑΣΗΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

με την οποία επιτρέπεται σε ορισμένα κράτη μέλη να εφαρμόσουν
ή να συνεχίσουν να εφαρμόζουν σε ορισμένα πετρελαιοειδή
που χρησιμοποιούνται για ειδικούς σκοπούς μειώσεις ή απαλλαγές από
τον ειδικό φόρο κατανάλωσης σύμφωνα με τη διαδικασία
που προβλέπεται στο άρθρο 8, παράγραφος 4,
της οδηγίας 92/81/ΕΟΚ

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

Σύμφωνα με το άρθρο 8, παράγραφος 4, της οδηγίας 92/81/ΕΟΚ του Συμβουλίου⁽¹⁾ για την εναρμόνιση των διαρθρώσεων των ειδικών φόρων κατανάλωσης που επιβάλλονται στα πετρελαιοειδή το Συμβούλιο, αποφασίζοντας ομόφωνα έπειτα από πρόταση της Επιτροπής, μπορεί να εξουσιοδοτήσει ένα κράτος μέλος να χορηγήσει απαλλαγές ή μειώσεις για λόγους ειδικής πολιτικής.

Οι φιλανδικές αρχές γνωστοποίησαν στην Επιτροπή την επιθυμία τους να χορηγήσουν απαλλαγή από τους ειδικούς φόρους κατανάλωσης στα μεταχειρισμένα έλαια που επαναχρησιμοποιούνται ως καύσιμα, είτε αμέσως μετά την ανάκτηση, είτε μετά από διαδικασία ανακύκλωσης των μεταχειρισμένων ελαίων, επαναχρησιμοποίηση που βαρύνεται φορολογικά.

Σύμφωνα με τις διατάξεις της οδηγίας, αυτές οι αιτήσεις κοινοποιήθηκαν στα κράτη μέλη.

Η οδηγία προβλέπει ότι η Επιτροπή εξετάζει σε τακτά χρονικά διαστήματα αυτές τις απαλλαγές και μειώσεις. Αν η Επιτροπή κρίνει ότι δεν είναι δυνατόν να διατηρηθούν πλέον οι απαλλαγές ή οι μειώσεις επειδή νοθεύουν τον ανταγωνισμό ή παρεμποδίζουν την ορθή λειτουργία της εσωτερικής αγοράς ή, για λόγους που συνδέονται με την κοινοτική πολιτική για την προστασία του περιβάλλοντος, υποβάλλει τις κατάλληλες προτάσεις στο Συμβούλιο. Σε κάθε περίπτωση, η Επιτροπή θα υποβάλει έκθεση στο Συμβούλιο, σχετικά με αυτές τις απαλλαγές και μειώσεις το αργότερο στις 31 Δεκεμβρίου 1996.

(1) ΕΕ αριθ. L 316 της 31.10.1992.

ΑΠΟΦΑΣΗΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

με την οποία επιτρέπεται σε ορισμένα κράτη μέλη να εφαρμόσουν
ή να συνεχίσουν να εφαρμόζουν σε ορισμένα πετρελαιοειδή
που χρησιμοποιούνται για ειδικούς σκοπούς μειώσεις ή απαλλαγές από
τον ειδικό φόρο κατανάλωσης σύμφωνα με τη διαδικασία
που προβλέπεται στο άρθρο 8, παράγραφος 4,
της οδηγίας 92/81/ΕΟΚ

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΕΝΩΣΗΣ,

Έχοντας υπόψη :

τη Συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Κοινότητας,

την απόφαση 92/81/ΕΟΚ του Συμβουλίου, της 19ης Οκτωβρίου 1992, για την εναρμόνιση των διαρθρώσεων των ειδικών φόρων κατανάλωσης που επιβάλλονται στα ορυκτέλαια, και ιδίως το άρθρο 8, παράγραφος 4,

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας :

ότι βάσει του άρθρου 8, παράγραφος 4 της οδηγίας 92/81/ΕΟΚ το Συμβούλιο, αποφασίζοντας ομόφωνα έπειτα από πρόταση της Επιτροπής, μπορεί να εξουσιοδοτήσει οποιοδήποτε κράτος μέλος να θεσπίσει απαλλαγές ή μειώσεις από τον ειδικό φόρο κατανάλωσης για τα πετρελαιοειδή για λόγους που συνδέονται με ορισμένες ειδικές πολιτικές.

ότι οι φιλανδικές αρχές γνωστοποίησαν στην Επιτροπή την επιθυμία τους να χορηγήσουν απαλλαγή από τους ειδικούς φόρους κατανάλωσης στα μεταχειρισμένα έλαια που επαναχρησιμοποιούνται ως καύσιμα, είτε αμέσως μετά την ανάκτηση, είτε μετά από διαδικασία ανακύκλωσης των μεταχειρισμένων ελαίων, επαναχρησιμοποίηση που βαρύνεται φορολογικά, στην οποία θα πρέπει να εφαρμοσθεί η διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 8 παράγραφος 4.

ότι τα άλλα κράτη μέλη ενημερώθηκαν σχετικά με αυτές τις κοινοποιήσεις.

ότι τόσο η Επιτροπή όσο και τα κράτη μέλη παραδέχονται ότι οι εν λόγω απαλλαγές και εξαιρέσεις δικαιολογούνται από ειδικές πολιτικές και δεν προκαλούν στρεβλώσεις του ανταγωνισμού, ούτε παρεμποδίζουν την ορθή λειτουργία της εσωτερικής αγοράς.

ότι η Επιτροπή εξετάζει σε τακτά χρονικά διαστήματα τις μειώσεις και απαλλαγές για να διαπιστώσει εάν συμβιβάζονται με την ορθή λειτουργία της εσωτερικής αγοράς ή με την πολιτική της Κοινότητας στον τομέα της προστασίας του περιβάλλοντος.

ότι δυνάμει του άρθρου 8, παράγραφος 6, της οδηγίας 92/81/ΕΟΚ, το Συμβούλιο θα επανεξετάσει την κατάσταση το αργότερο στις 31 Δεκεμβρίου 1996 με βάση έκθεση της Επιτροπής,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΑΠΟΦΑΣΗ :

Άρθρο 1

Σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 8, παράγραφος 4, της οδηγίας 92/81/ΕΟΚ και με την επιφύλαξη των υποχρεώσεων που προβλέπονται από την οδηγία 92/82/ΕΟΚ της 19ης Οκτωβρίου 1992 για την προσέγγιση των συντελεστών των ειδικών φόρων κατανάλωσης για τα ορυκτέλαια⁽¹⁾, η Φινλανδία εξουσιοδοτείται να χορηγήσει απαλλαγή από τους ειδικούς φόρους κατανάλωσης στα μεταχειρισμένα έλαια που επαναχρησιμοποιούνται ως καύσιμα, είτε αμέσως μετά την ανάκτηση, είτε μετά από διαδικασία ανακύκλωσης των μεταχειρισμένων ελαίων, επαναχρησιμοποίηση που βαρύνεται φορολογικά.

Άρθρο 2

Η παρούσα απόφαση απευθύνεται στην Δημοκρατία της Φινλανδίας.

Έγινε στις Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

(1) ΕΕ αριθ. L 316 της 31.10.1992, σελ. 19.

COM(95) 93 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

09

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-95-106-GR-C

ISBN 92-77-86905-4

Υπηρεσία Επισήμων Εκδόσεων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων

L-2985 Luxembourg



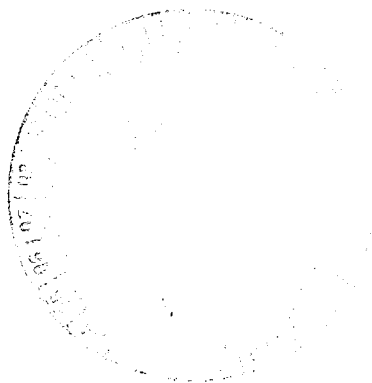
Bruselas, 23.03.1995
COM(95) 93 final

Propuesta de

DECISION DEL CONSEJO

por la que se autoriza a determinados Estados miembros a aplicar o a seguir aplicando a ciertos hidrocarburos destinados a fines específicos reducciones o exenciones del impuesto especial con arreglo al procedimiento previsto en el apartado 4 del artículo 8 de la Directiva 92/81/CEE

(presentada por la Comisión)





Bruselas, 23.03.1995
COM(95) 93 final

Propuesta de

DECISION DEL CONSEJO

por la que se autoriza a determinados Estados miembros a aplicar o a seguir aplicando a ciertos hidrocarburos destinados a fines específicos reducciones o exenciones del impuesto especial con arreglo al procedimiento previsto en el apartado 4 del artículo 8 de la Directiva 92/81/CEE

(presentada por la Comisión)

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

En virtud de lo dispuesto en el apartado 4 del artículo 8 de la Directiva 92/81/CEE del Consejo⁽¹⁾, relativa a la armonización de las estructuras del impuesto especial sobre los hidrocarburos, el Consejo, por unanimidad y a propuesta de la Comisión, puede autorizar a un Estado miembro a introducir exenciones o reducciones del impuesto especial por motivos relacionados con determinadas políticas específicas.

Las autoridades filandesas han notificado a la Comisión su intención de conceder una exención del impuesto especial para los hidrocarburos usados reutilizados como combustible, directamente tras su recuperación, o tras un proceso de reciclado de hidrocarburos usados, cuya reutilización está sujeta al pago de impuestos.

Con arreglo a lo dispuesto en la Directiva, esta solicitud han sido transmitida a los demás Estados miembros.

La Directiva prevé un examen periódico de las exenciones y reducciones por parte de la Comisión. Si considera que éstas no pueden mantenerse porque falsean la competencia o interfieren en el correcto funcionamiento del mercado interior, o son incompatibles con la política de la Comunidad en el ámbito de la protección del medio ambiente, la Comisión puede presentar las propuestas pertinentes al Consejo. En cualquier caso, la Comisión presentará al Consejo un informe sobre estas exenciones o reducciones a más tardar el 31 de diciembre de 1996.

(1) D.O. n.º L 316 de 31 de octubre de 1992

**Propuesta de
DECISIÓN DEL CONSEJO**

por la que se autoriza a determinados Estados miembros a aplicar o a seguir aplicando a ciertos hidrocarburos destinados a fines específicos reducciones o exenciones del impuesto especial con arreglo al procedimiento previsto en el apartado 4 del artículo 8 de la Directiva 92/81/CEE

EL CONSEJO DE LA UNIÓN EUROPEA:

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Europea,

Vista la Decisión 92/81/CEE del Consejo, de 19 de octubre de 1992, relativa a la armonización de las estructuras del impuesto especial sobre los hidrocarburos y, en particular, el apartado 4 de su artículo 8,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que en virtud del apartado 4 del artículo 8 de la Directiva 92/81/CEE, el Consejo, por unanimidad y a propuesta de la Comisión, puede autorizar a un Estado miembro a introducir exenciones o reducciones del impuesto especial sobre los hidrocarburos por motivos relacionados con determinadas políticas específicas;

Considerando que las autoridades filandesas han expuesto ante la Comisión su deseo de conceder una exención del impuesto especial par los hidrocarburos usados reutilizados como combustible, directamente tras su recuperación, o tras un proceso de reciclado de hidrocarburos usados, cuya reutilización está sujeta al pago de impuestos, a la que habría de aplicarse el procedimiento previsto en el apartado 4 del artículo 8;

Considerando que los demás Estados miembros han sido informados de la dicha notificación;

Considerando que la Comisión y todos los Estados miembros admiten que la exención mencionada se justifica por inscribirse en políticas específicas y que no llevan aparejado un falseamiento de la competencia ni impiden el correcto funcionamiento del mercado interior;

Considerando que la Comisión examina periódicamente las reducciones y exenciones para comprobar que son compatibles con el correcto funcionamiento del mercado interior y con la política de la Comunidad en el ámbito de la protección del medio ambiente;

Considerando que, en virtud de lo dispuesto en el apartado 6 del artículo 8 de la Directiva 92/81/CEE, el Consejo reexaminará la situación a más tardar el 31 de diciembre de 1996 a partir de un informe de la Comisión;

HA ADOPTADO LA PRESENTE DECISIÓN:

Artículo 1

Con arreglo a lo dispuesto en el apartado 4 del artículo 8 de la Directiva 92/81/CEE, y sin perjuicio de las obligaciones previstas por la Directiva 92/82/CEE de 19 de octubre de 1992, relativa a la aproximación de los tipos del impuesto especial sobre los hidrocarburos⁽¹⁾, se autoriza a República de la Finlandia a aplicar la exención de los impuestos especiales para los hidrocarburos usados reutilizados como combustible, directamente tras su recuperación, o tras un proceso de reciclado de hidrocarburos usados, cuya reutilización está sujeta a impuestos.

Artículo 2

La República finlandesa es la destinataria de la presente decisión

Hecho en Bruselas,

Por el Consejo

El Presidente

(1) DO L 316 de 31.10.1992, p.19

COM(95) 93 final

DOCUMENTOS

ES

09

N° de catálogo : CB-CO-95-106-ES-C

ISBN 92-77-86902-X

Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas

L-2985 Luxemburgo



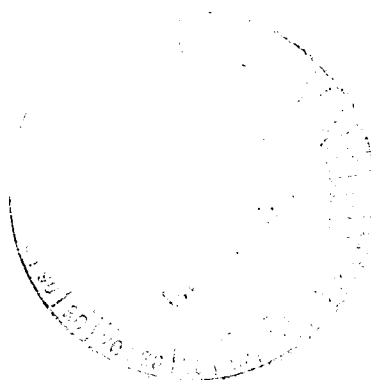
Bruxelas, 23.03.1995
COM(95) 93 final

Proposta de

DECISÃO DO CONSELHO

que autoriza certos Estados membros a aplicar ou a continuar a aplicar
a certos óleos minerais, quando utilizados para fins específicos,
reduções ou isenções do imposto especial sobre o consumo nos termos
do procedimento previsto no nº4 do artigo 8º da Directiva 92/81/CEE

(apresentada pela Comissão)



EXPOSIÇÃO DE MOTIVOS

Nos termos do nº 4 do artigo 8º da Directiva 92/81/CEE do Conselho⁽¹⁾ relativa à harmonização das estruturas do imposto especial sobre o consumo de óleos minerais, o Conselho, deliberando por unanimidade sob proposta da Comissão, pode autorizar a um Estado membro isenções ou reduções daquele imposto por razões que se prendem com determinadas políticas específicas.

As Autoridades filandesas informaram a Comissão da sua intenção de conceder uma isenção do imposto especial sobre o consumo de óleos usados reutilizados como combustível, quer directamente após recuperação, quer após um processo de reciclagem dos óleos usados e cuja reutilização é passível de direitos.

Nos termos do disposto na directiva este pedido foi notificado aos Estados membros.

A directiva prevê que a Comissão examinará periodicamente estas isenções e reduções. Caso a Comissão entender que não podem ser mantidas, uma vez que falseiam a concorrência ou o bom funcionamento do mercado interno, ou por motivos de política comunitária de protecção do ambiente, apresentará ao Conselho as propostas adequadas. De qualquer modo, a Comissão apresentará ao Conselho um relatório relativo a essas isenções e reduções, o mais tardar em 31 de Dezembro de 1996.

⁽¹⁾ JO nº L 316 de 31 de Outubro de 1992.

Proposta de

DECISÃO DO CONSELHO

que autoriza certos Estados membros a aplicar ou a continuar a aplicar a certos óleos minerais, quando utilizados para fins específicos, reduções ou isenções do imposto especial sobre o consumo nos termos do procedimento previsto no nº4 do artigo 8º da Directiva 92/81/CEE

O CONSELHO DA UNIÃO EUROPEIA,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Europeia,

Tendo em conta a Directiva 92/81/CEE do Conselho, de 19 de Outubro de 1992, relativa à harmonização das estruturas do imposto especial sobre o consumo de óleos minerais, e, nomeadamente, o nº 4 do seu artigo 8º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que, por força do nº 4 do artigo 8º da Directiva 92/81/CEE, o Conselho, deliberando por unanimidade sob proposta da Comissão, pode autorizar os Estados membros a introduzir isenções ou reduções do imposto especial sobre o consumo de óleos minerais, motivadas por considerações políticas específicas;

Considerando que, as autoridades filandesas informaram a Comissão da sua intenção de conceder uma isenção do imposto especial sobre o consumo de óleos usados reutilizados como combustível, quer directamente após recuperação quer após um processo de reciclagem dos óleos usados e cuja reutilização é passível de direitos ao qual deverá aplicar-se o procedimento previsto no nº4 do artigo 8;

Considerando que os outros Estados membros foram informados desta notificação;

Considerando que a Comissão e todos os Estados membros admitem que esta exoneração se justifica por considerações de políticas específicas e que não dá origem a distorções da concorrência nem entrava o bom funcionamento do mercado interno;

Considerando que a Comissão analisa regularmente as reduções e isenções para verificar se são compatíveis com o bom funcionamento do mercado interno e com a política da Comunidade no domínio da protecção do ambiente;

Considerando que, por força do nº 6 do artigo 8º da Directiva 92/81/CEE, o Conselho voltará a analisar a situação o mais tardar em 31 de Dezembro de 1996, com base num relatório elaborado pela Comissão,

ADOPTOU A PRESENTE DECISÃO:

Artigo 1

Nos termos do nº 4 do artigo 8º da Directiva 92/81/CEE, e sem prejuízo do disposto na Directiva 92/82/CEE, de 19 de Outubro de 1992, relativa à aproximação das taxas do imposto especial sobre o consumo de óleos minerais⁽¹⁾, a Filandia esta autorizada a aplicar uma isenção do imposto especial sobre o consumo para os óleos usados reutilizados como combustível, quer directamente após recuperação, quer após um processo de reciclagem dos óleos usados e cuja reutilização é passível de direitos.

Artigo 2º

A República da Filandia é destinatária da presente decisão.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho
Presidente

⁽¹⁾ JO nº L 316 de 31.10.1992,p.19.

COM(95) 93 final

DOCUMENTOS

PT

09

N.º de catálogo : CB-CO-95-106-PT-C

ISBN 92-77-86910-0

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias

L-2985 Luxemburgo



EUROOPAN YHTEISÖJEN KOMISSIO

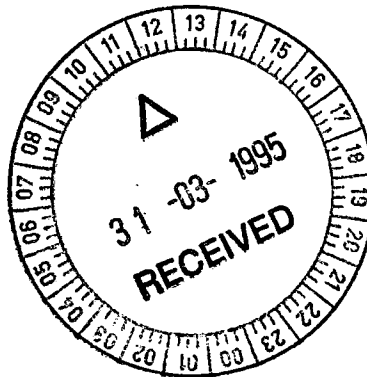
Bryssel, 23.03.1995
KOM(95) 93 lopull.

Ehdotus

NEUVOSTON PÄÄTÖKSEKSI

luvan antamisesta tietyille jäsenvaltioille soveltaa tai edelleen soveltaa erityistarkoituksiin käytettyihin kivennäisöljyihin valmisteveronalennuksia tai vapautuksia valmisteverosta direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdassa säädetyn menettelyn mukaisesti

(komission esittämä)



EXPLANATORY MEMORANDUM

Pursuant to Article 8(4) of Council Directive 92/81/EEC¹) on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in excise duty.

The Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are reused as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty.

In accordance with the provisions of the Directive, the other Member States have been notified of this request.

The Directive provides for periodic review of exemptions and reductions by the Commission. If it considers that they are no longer sustainable because they distort competition or the proper functioning of the internal market, or in view of Community policy on environmental protection, the Commission is to present appropriate proposals to the Council. In any event, it is to present to the Council by 31 December 1996 at the latest a report on the exemptions and reductions.

¹ OJ No L 316, 31.10.1992.

Ehdotus

NEUVOSTON PÄÄTÖS,

luvan antamisesta tietyille jäsenvaltioille soveltaa tai edelleen soveltaa erityistarkoituksiin käytettyihin kivennäisöljyihin valmisteveronalennuksia tai vapautuksia valmisteverosta direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdassa säädetyn menettelyn mukaisesti

EUROOPAN UNIONIN NEUVOSTO, joka

ottaa huomioon Euroopan yhteisön perustamissopimuksen,

ottaa huomioon kivennäisöljyjen valmisteverojen rakenteiden yhdenmukaistamisesta 19 päivänä lokakuuta 1992 annetun neuvoston direktiivin ja erityisesti sen 8 artiklan 4 kohdan,

ottaa huomioon komission ehdotuksen,

sekä katsoo, että

direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdan mukaan neuvosto voi yksimielisesti komission ehdotuksesta antaa jäsenvaltiolle luvan ottaa käyttöön kivennäisöljyjen osalta vapautuksia valmisteverosta tai valmisteveron alennuksia tietyihin erityispolitiikkoihin liittyvistä syistä;

Suomen viranomaiset ovat antaneet neuvostolle tiedoksi halukkuutensa myöntää vapautus valmisteverosta jäteöljyjen osalta, jotka käytetään uudelleen polttoaineena joko välittömästi talteen ottamisen jälkeen tai jäteöljyjen kierrätysprosessin jälkeen ja joiden uusiokäyttö on niiden verojen alaista, joihin voidaan soveltaa 8 artiklan 4 kohdassa säädettyä menettelyä;

tästä tiedonannosta on ilmoitettu muille jäsenvaltioille;

komissio ja kaikki muut jäsenvaltiot myöntävät, että tämä vapautus on perusteltu erityispolitiikkojen vuoksi, eikä se aiheuta kilpailun vääristymiä tai haittaa sisämarkkinoiden toiminnalle;

komissio tarkastelee säännöllisesti alennuksia ja vapautuksia todetakseen, että ne ovat sopusoinnussa sisämarkkinoiden toiminnan tai yhteisön ympäristönsuojelualan politiikan kanssa ja

neuvosto tarkastelee tilannetta uudelleen viimeistään 31 päivänä joulukuuta 1996 direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 6 kohdan nojalla komission kertomuksen perusteella,

ON TEHNYT TÄMÄN PÄÄTÖKSEN:

1 artikla

Direktiivin 92/81/ETY 8 artiklan 4 kohdan mukaisesti Suomi saa soveltaa vapautusta valmisteverosta jäteöljyihin, jotka käytetään uudelleen polttoaineena joko välittömästi talteen ottamisen jälkeen tai jäteöljyjen kierrätysprosessin jälkeen ja joiden uusiokäyttö on veronalaista, sanotun kuitenkaan rajoittamatta kivennäisöljyjen valmisteverojen määrien lähentämisestä 19 päivänä lokakuuta 1992 annetussa neuvoston direktiivissä 92/82/ETY¹ säädettyjä velvoitteita.

2 artikla

Tämä päätös on osoitettu Suomen tasavallalle.

Tehty Brysselissä .. päivänä ...kuuta 199.

Neuvoston puolesta

Puheenjohtaja

¹ EYVL N:o L 316, 31.10.1992, s. 19

KOM(95) 93 lopullinen

ASIAKIRJAT

FI

09

Luettelonumero : CB-CO-95-106-FI-C

ISBN 92-77-86911-9

Euroopan yhteisöjen virallisten julkaisujen toimisto

L-2985 Luxembourg



EUROPEISKA GEMENSKAPERNAS KOMMISSION

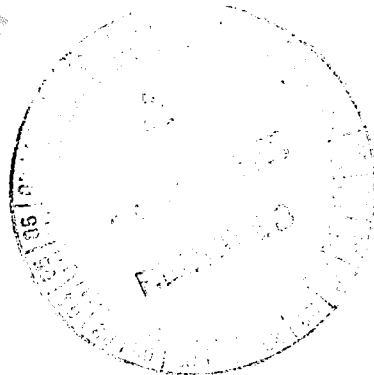
Bryssel den 23.03.1995
KOM(95) 93 slutlig

Förslag till

RÅDETS BESLUT

om tillåtelse för vissa medlemsstater att tillämpa eller att fortsätta tillämpa hel eller delvis befrielse från punktskatt på vissa mineraloljor för särskilda ändamål i enlighet med det förfarande som anges i artikel 8.4 i direktiv 92/81/EEG

(framlagt av kommissionen)



EXPLANATORY MEMORANDUM

Pursuant to Article 8(4) of Council Directive 92/81/EEC⁽¹⁾ on the harmonization of the structures of excise duties on mineral oils, the Council, acting unanimously on a proposal from the Commission, may authorize any Member State to introduce, for certain special policy reasons, exemptions from or reductions in excise duty.

The Finnish authorities have informed the Commission that they wish to exempt from excise duties waste oils which are reused as fuel, either directly after recovery or following a recycling process, and the re-use of which is subject to duty.

In accordance with the provisions of the Directive, the other Member States have been notified of this request.

The Directive provides for periodic review of exemptions and reductions by the Commission. If it considers that they are no longer sustainable because they distort competition or the proper functioning of the internal market, or in view of Community policy on environmental protection, the Commission is to present appropriate proposals to the Council. In any event, it is to present to the Council by 31 December 1996 at the latest a report on the exemptions and reductions.

¹ OJ No L 316, 31.10.1992.

RÅDETS BESLUT

om tillåtelse för vissa medlemsstater att tillämpa eller att fortsätta tillämpa hel eller delvis befrielse från punktskatt på vissa mineraloljor för särskilda ändamål i enlighet med det förfarande som anges i artikel 8.4 i direktiv 92/81/EEG

EUROPEISKA UNIONENS RÅD HAR ANTAGIT DENNA FÖRORDNING

med beaktande av Fördraget om upprättandet av Europeiska gemenskapen,

med beaktande av rådets direktiv 92/81/EEG av den 19 oktober 1992 om harmonisering av utformningen av punktskatter på mineraloljor, särskilt artikel 8.4 i denna,

med beaktande av kommissionens förslag, och

med beaktande av följande:

Enligt artikel 8.4 i direktiv 92/81/EEG kan rådet på förslag av kommissionen fatta beslut med enhällighet om att tillåta en medlemsstat att införa hel eller delvis befrielse från punktskatt på vissa mineraloljor av skäl som grundar sig på en särskild politik.

De finska myndigheterna har anmält till kommissionen att de önskar bevilja befrielse från punktskatt på sådan mineralolja som återanvänds som bränsle, antingen direkt efter återvinning eller efter en återanvändningsprocess för använd olja, och vars återanvändning är belagd med sådana avgifter för vilka förfarandet i artikel 8.4 skall tillämpas.

De övriga medlemsstaterna har underrättats om denna anmälan.

Kommissionen och alla medlemsstater godtar att denna befrielse skall anses vara berättigad av en särskild politik och att den inte snedvrider konkurrensen eller utgör ett hinder för den inre marknaden.

Kommissionen undersöker regelbundet hela och delvisa befrielser för att säkerställa att de är förenliga med genomförandet av den inre marknaden och gemenskapspolitiken inom miljöskyddsområdet.

Enligt artikel 8.6 i direktiv 92/81/EEG skall rådet på nytt undersöka situationen senast den 31 december 1996 på grundval av en rapport från kommissionen.

HÄRIGENOM FÖRESKRIVS FÖLJANDE.

Artikel 1

I enlighet med bestämmelserna i artikel 8.4 i direktiv 92/81/EEG och utan att det påverkar tillämpningen av de skyldigheter som anges i rådets direktiv 92/82/EEG¹ av den 19 oktober 1992 om tillnärmning av punktskatter på mineraloljor bemyndigas Finland att tillämpa en befrielse från punktskatt på sådan mineralolja som återanvänds som bränsle, antingen direkt efter återvinning eller efter en återanvändningsprocess för använd olja, och vars återanvändning är belagd med avgifter.

Artikel 2

Detta beslut riktar sig till Finland.

Utfärdad i Bryssel den

På rådets vägnar

Ordföranden

¹ EGT nr L 316, 31.10.1992, s. 19.

ISSN 1024-4506

KOM(95) 93 slutlig

DOKUMENT

SV

09

Katalognummer : CB-CO-95-106-SV-C

ISBN 92-77-86912-7

Byrån för Europeiska gemenskapernas officiella publikationer

L-2985 Luxemburg